



MAIRIE DE LEVIGNACQ
80 Rue de la Mairie
40170 LEVIGNACQ
Tél : 05.58.42.82.37
mairie@levignacq.fr

**ARRETE DE POLICE DE CIRCULATION 2022.09.10
EN AGGLOMERATION
LIMITATION TEMPORAIRE DE VITESSE A 30 KM/H**

Le Maire de la commune de LEVIGNACQ,

Vu le Code de la Route,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le code de la voirie routière, et notamment ses articles L 113-2 et L 141-1,

Vu la loi n°82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,

Vu la loi n°83.8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat,

Vu l'instruction Ministérielle sur la signalisation routière (Livre I, huitième partie signalisation temporaire), approuvée par arrêté interministériel du 6 novembre 1992,

Considérant qu'en raison des manifestations organisées par la commune de LEVIGNACQ à l'occasion des journées européennes du patrimoine du 17 et 18 septembre 2022,

Considérant qu'il incombe au Maire, dans le cadre de ses pouvoirs de police de la circulation, de veiller à la sécurité des usagers de la voie publique, **il y a lieu de limiter temporairement la vitesse à 30 km/h sur le pourtour de ces manifestations.**

ARRETE

Article 1 : A compter du samedi 17 septembre 2022 à 8 heures du matin et jusqu'au lundi 19 septembre 2022 à 2 heures du matin, la circulation sera réglementée de la manière suivante :

Limitation de vitesse à 30 km/h :

- rue des Tilleuls dans les deux sens de circulation,
- rue de la Mairie jusqu'à la sortie d'agglomération via Castets dans les deux sens de circulation.

Article 2 : Cette réglementation s'applique à tous les véhicules terrestres à moteur.

Article 3 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 : Le présent arrêté fera l'objet d'une publication et d'un affichage selon les règles en vigueur.



Article 5 : Monsieur le Maire est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé :

- à Madame la Préfète des Landes pour légalisation,
- à Monsieur le Commandant de la Communauté de Brigades de Gendarmerie à CASTETS,
- à Monsieur le responsable de l'unité territoriale départementale de Morcenx.

Lévignacq le 14 septembre 2022

Le Maire,

CAULE Jean-Claude



Le présent arrêté peut faire l'objet, dans le délai de **deux mois** à compter de son envoi en Préfecture, d'un recours :

- **gracieux** auprès de Madame la Préfète des Landes ;
- **hiérarchique** auprès du ministre de l'intérieur, direction des libertés publiques et des affaires juridiques, Place Beauveau, 75800 PARIS CEDEX 08 ;
- **contentieux** devant le tribunal administratif de PAU, Villa Nolibois, Cours Lyautey, BP 543, 64010 PAU CEDEX.